



**Engagées  
au quotidien**

## **DECLARATION FSU CDEN 59 – 19 novembre 2025**

Madame la Vice-Présidente, Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Impossible de débiter cette déclaration sans exprimer la colère des personnels face aux discussions actuelles au Parlement concernant le budget de l'Éducation nationale. Des discussions où des députés, appuyés par les orientations du gouvernement, refusent en bloc toute amélioration des conditions de travail des personnels et des élèves. Des discussions où toute amélioration catégorielle ou salariale pour les personnels de l'Éducation nationale est systématiquement refusée. Sous couvert de rationalisation budgétaire, le gouvernement et des parlementaires font le choix d'une école à l'économie et d'un affaiblissement durable du service public d'éducation.

Derrière des bilans et des chiffres, parfois habilement présentés, une réalité demeure depuis de trop nombreuses années et ce, quelle que soit la situation budgétaire : celle du toujours moins d'enseignants dans des classes toujours plus chargées. La FSU rappelle une nouvelle fois ce qu'aucune enquête ou aucun bilan ne pourra contredire. C'est en France qu'on a les classes les plus chargées d'Europe et des pays de l'OCDE. Dans le même temps, nos métiers rencontrent une complexité croissante avec, par exemple, une diversité des élèves qui s'intensifie. Une étude récente de l'OCDE montre que près de 3/4 des enseignants français exercent désormais dans des établissements où plus de 10 % des élèves ont des besoins éducatifs particuliers. Malgré cela, nous sommes et restons champions d'Europe dans les collèges avec près de 26 élèves par classe en moyenne quand la moyenne européenne n'est qu'à 22 élèves par classe. Le premier degré n'est guère mieux loti puisque seule la Hongrie l'empêche de truster le haut du classement. Un classement international dans lequel, pourtant, nous aimerions ne pas être en tête. Malgré cela, alors que la démographie scolaire baisse et que l'on pourrait logiquement espérer voir s'améliorer le taux d'encadrement et les conditions d'apprentissage dans les écoles et les collèges, le gouvernement, lui, choisit encore de supprimer des postes.

L'argument démographique a bon dos, il est surtout un prétexte à vouloir légitimer les suppressions d'emplois. La FSU rappelle d'ailleurs qu'en 8 ans de rentrées préparées sous les gouvernements d'Emmanuel Macron, le nombre d'élèves a augmenté dans les collèges et les lycées. Ce qui n'a pas empêché, dans le même temps, les ministres successifs de supprimer plus de 8000 emplois de professeurs dans le 2<sup>d</sup> degré. Ou rappelons aussi qu'entre 2006 et 2012, les gouvernements ont supprimé plus de 28 000 emplois alors que le second degré a accueilli 56 500 élèves supplémentaires. La tendance démographique n'est donc utilisée que lorsque cela arrange ceux qui veulent continuer d'affaiblir l'école publique en y maintenant l'austérité.

Parmi les documents que vous nous avez fait parvenir, il n'y a aucun document concernant l'évolution des effectifs dans les écoles du département. C'est dommage, car la baisse démographique évoquée à l'envie depuis plusieurs années dans le 1<sup>er</sup> degré mériterait d'être documentée. Cette baisse, qui justifie la liste des 200 fermetures décidées au printemps, a certes permis de redéployer des moyens dans des domaines en souffrance : la formation continue, le remplacement, l'inclusion, mais elle n'est pas parvenue à apporter une réelle amélioration des conditions d'apprentissage des élèves. En effet, la création de 5 dispositifs ULIS écoles ne permettra pas la scolarisation des 231 élèves notifiés qui attendent une affectation dans un

dispositif ULIS. Il n'y a eu aucune création de postes de psychologues alors qu'ils et elles ont en moyenne 1500 élèves en charge, chacun et chacune. Enfin, il y a eu seulement 30 créations de postes de remplaçants quand il en faudrait 200.

Et les choses ne vont pas s'améliorer, la volonté ministérielle de « déspecialisation » des postes de remplaçant menace directement les conditions d'exercice et d'apprentissage en éducation prioritaire, à travers les temps de pondérations qui permettent aux équipes d'avoir du temps pour améliorer les échanges avec les familles, pour rencontrer les partenaires ou préparer des projets. En 2025, 27 % des écoles en éducation prioritaire ont subi une fermeture. Les équipes aspirent pourtant à une reconnaissance, à de la stabilité et à de meilleures conditions de travail. Elles se sont mobilisées et continuent de se mobiliser, notamment à Tourcoing pour défendre les écoles publiques et de meilleures conditions d'apprentissage pour leurs élèves.

Dans le second degré, le département du Nord, malgré les difficultés sociales et économiques qu'il rencontre, n'a pas échappé aux suppressions de postes ces dernières années, y compris les années où les effectifs étaient en hausse. L'effectif moyen dans les collèges du Nord est, depuis l'année dernière, au-dessus de 24 élèves par classe, et il n'a pas cessé d'augmenter depuis 2016 ; il n'a d'ailleurs jamais été aussi élevé. Le H/E se maintient entre 1,25 et 1,27 depuis plusieurs années, mais il a fallu pour cela dégrader les conditions d'apprentissages dans les collèges en REP et REP+. C'est-à-dire les collèges des groupes A et B aujourd'hui, qui regroupent les collèges ayant les IPS les plus faibles du département et accueillent donc les familles et les élèves les plus défavorisés. Ces établissements ont donc vu leur nombre d'élèves par classe augmenter. Une dégradation injustifiable qui, de plus, n'a même pas permis d'améliorer la situation dans les autres collèges, qui continuent de travailler avec des classes surchargées, jusqu'à 30 élèves, sans compter les élèves en inclusion qui viennent s'y ajouter.

Nous ne savons pas encore, aujourd'hui, si cela sera 4000, 6000 ou 8000 suppressions de postes que vont subir les personnels et les élèves à la prochaine rentrée, combien de suppressions va encore devoir subir l'académie de Lille, championne de France des suppressions de postes chaque année – encore un record dont on aimerait se passer –, mais les discussions ou postures des uns et des autres pour justifier toujours plus de suppressions sont insupportables pour des personnels sur le terrain qui n'en peuvent plus de tenir le système à bout de bras sans, de plus, avoir la reconnaissance salariale et sociale qui devrait aller avec leur engagement de tous les jours.

Être professeur aujourd'hui, c'est travailler dans des classes sans plus aucune place disponible, sans possibilité d'accompagner chaque élève, c'est une forme de travail empêché et cela pèse lourdement dans la crise de sens et d'attractivité que traversent nos métiers. Les suppressions d'emplois de professeurs sont un non-sens éducatif et pédagogique, mais elles sont aussi, à terme, défavorables d'un point de vue économique. Plusieurs économistes, mais aussi l'Institut des politiques publiques, ont montré que les économies à court terme, liées à la suppression d'emplois d'enseignants, entraînent en réalité un coût économique et des pertes fiscales conséquentes à long terme. La baisse démographique ne devrait donc pas être une aubaine économique, mais être, au contraire, le levier d'une ambition pour faire face aux inégalités scolaires et sociales qui minent notre système éducatif. Plus qu'un problème de budget, c'est bien un choix politique pour l'avenir de l'École publique qui se joue aujourd'hui.